



L'AUTEUR



MARK FISCHETTI
rédacteur senior
 à *Scientific American*,
 où il couvre tous les
 aspects de la durabilité

Une réalité mouvante

Le changement climatique modifie considérablement la vie au sommet du globe.

Sur l'île Banks, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Canada, plus de 4000 glissements de terrain progressent lentement à mesure que le pergélisol s'affaisse et s'effrite du fait de sa fonte. En Sibérie, à cause du réchauffement du sol, des infiltrations de méthane souterrain créent des brèches en surface et éclatent, laissant des cratères de 40 mètres de large. Dans tout l'Arctique, le changement est devenu la norme, en particulier celui lié à l'éruption des pays et des entreprises. Constructions, extraction de pétrole et de gaz naturel, transport maritime et tourisme sont en hausse. Indéniablement, climat et activités humaines laissent des traces dans la nature et sur les 4 millions de personnes vivant dans la région.

À mesure que les interactions s'étendent, la science sera importante pour éclairer les accords et les politiques, notamment en ce qui concerne la préparation aux catastrophes, la protection de l'environnement, les possibilités

économiques, la sécurité alimentaire, la santé humaine et la résilience des collectivités. Les peuples autochtones sont peut-être parmi les experts les plus précieux. Pendant des années, ils ont suivi de près l'évolution des températures et le recul de la couverture de glace, parcouru les montagnes et les forêts, suivi les troupeaux de caribous, pêché dans les mers et maintenu la biodiversité. Leurs communautés et cultures sont aussi les plus touchées.

Certains dirigeants autochtones affirment que l'Arctique devrait être gouverné par des organisations coopératives et des règles qui transcendent les frontières politiques. Par exemple, une planification territoriale du sol et de la mer sur de vastes étendues pourrait établir les droits des personnes et les conditions pour protéger l'environnement, et fournir les moyens pour un dialogue constructif. Selon ces dirigeants, l'utilisation de l'Arctique ne sera durable que si son environnement et sa communauté sont sains. ■

L'ESSENTIEL

> Profitant du dégel, la Russie étend sa présence militaire dans l'Arctique, tandis que l'Otan y organise de grands exercices.

> Ces signes suggèrent que l'agressivité pourrait s'intensifier dans la région.

> Pourtant, le conflit n'est pas inéluctable. Les gouvernements pourraient décider qu'ils ont plus à gagner en coopérant pour développer la région.

L'AUTRICE



KATHRIN STEPHEN
chercheuse en sciences
politiques à l'Institut d'études
avancées de durabilité,
à Potsdam, en Allemagne

Vers un réchauffement diplomatique ?

La tension politique s'accroît dans la zone Arctique, mais la coopération pourrait encore prévaloir.

Le 28 mars 2019, cinq bombardiers américains B-52 effectuaient une mission d'entraînement au-dessus de la mer de Norvège, dans l'océan Arctique. Des avions de combat norvégiens F-16 volaient aussi, dans le cadre d'exercices communs de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) dans le nord de la Suède, impliquant 10 000 soldats. Deux bombardiers russes Tu-160 ont alors pénétré dans le même espace aérien. Surprise, la Norvège a ordonné aux F-16 de suivre les intrus. Les Tu-160 ont poursuivi leur route vers le Royaume-Uni puis ont fait demi-tour, mais leur apparition était inquiétante. Les bombardiers américains et russes sont capables de transporter des armes nucléaires et, moins de deux mois auparavant, les deux pays avaient annoncé qu'ils se retireraient du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire parce qu'ils ne souhaitent plus en respecter les règles. Certes, les avions américains et norvégiens n'avaient pas pénétré dans l'espace aérien russe. Néanmoins, la Russie pourrait avoir interprété leurs exercices comme un avertissement de l'Otan >

© Peter Horvath (illustration); Getty images (drapeaux, tanks, glace et eau)



> indiquant que l'organisation était capable de larguer des armes nucléaires près de sa frontière. Peut-être les militaires russes ont-ils jugé nécessaire de rappeler aux alliés qu'ils disposent aussi d'une grande puissance aérienne.

Il est raisonnable de s'inquiéter de la montée des tensions dans l'Arctique. En facilitant l'accès à la région, le réchauffement climatique a placé celle-ci en tête des priorités politiques des huit États dont le territoire terrestre ou marin se trouve au-dessus du cercle arctique : la Russie, la Finlande, la Suède, la Norvège, l'Islande, le Danemark (via le Groenland), le Canada et les États-Unis. D'autres acteurs influents comme le Royaume-Uni, le Japon et la Chine accordent aussi plus d'attention aux nouveaux avantages qu'offre le dégel de l'océan Arctique. Celui-ci contiendrait jusqu'à 13 % du pétrole et 30 % du gaz naturel conventionnels (ou environ un quart des ressources mondiales en hydrocarbures si l'on tient compte des schistes, sables bitumineux, etc.) non encore découverts dans le monde, selon l'institut d'études géologiques des États-Unis. Les différents pays lorgnent également les routes de navigation de plus en plus libres de glace dans le passage du Nord-Est, le long de la côte russe, et dans celui du Nord-Ouest, le long de la côte canadienne, ainsi que de potentielles zones étendues de pêche.

Plus inquiétant encore est le désir apparent de la Russie de dominer la région. Sous la direction du président Vladimir Poutine, le pays a beaucoup investi dans la réouverture des bases militaires et des ports de l'Arctique. Il y établit un réseau de radars de détection de missiles. Et il grossit sa flotte de brise-glace pour assurer tout au long de l'année la manœuvrabilité des navires dans la région. Le premier de ses nouveaux brise-glace LK-60 à propulsion nucléaire, l'*Oural*, a été lancé en mai 2019.

D'autres pays réagissent. Le Royaume-Uni a récemment annoncé une nouvelle stratégie de défense dans la zone arctique. En février 2019, le Congrès américain a alloué 675 millions de dollars à un brise-glace polaire lourd et, en septembre 2019, la marine de guerre américaine a montré que sa seconde flotte était capable de croiser dans les eaux islandaises et d'établir une infrastructure opérationnelle en Islande. Par ailleurs, en avril 2019, la garde côtière des États-Unis a publié une nouvelle stratégie pour l'Arctique qui préconise un investissement accru. Et le mois suivant, lors de la 11^e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique, une organisation intergouvernementale coopérative rassemblant des représentants des huit États du cercle arctique et des peuples autochtones, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a vivement critiqué la Russie (et la Chine) pour son comportement agressif dans la région. Ces

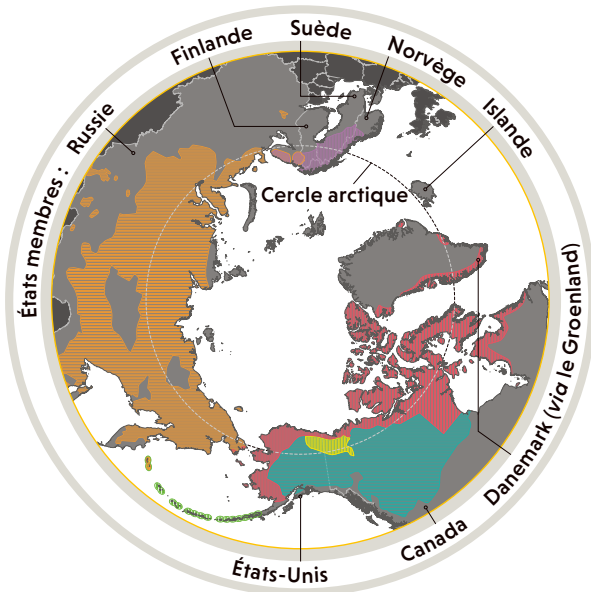
LE NORD DES HUMAINS

Sur les 4 millions d'habitants de l'Arctique, environ 500 000 appartiennent aux peuples autochtones. Ils se sont organisés en six groupes régionaux qui participent au Conseil de l'Arctique, un forum coopératif, aux côtés de ses huit pays membres. L'association des peuples autochtones du Nord, de Sibérie et d'Extrême-Orient de la Fédération de Russie, qui représente 244 000 personnes, est le groupe régional le plus important.

Membres du Conseil de l'Arctique

- Conférence inuit circumpolaire
- Association des peuples autochtones du Nord, de Sibérie, d'Extrême-Orient de la Fédération de Russie

- Conseil international Gwich'in
- Association internationale aléoutienne
- Conseil de l'Arctique athabaskan
- Conseil saami



mesures pourraient refléter un changement de politique visant à mieux contrebalancer l'influence de la Russie dans la zone arctique. Mike Pompeo a même insisté plus sur l'action unilatérale que sur la coopération.

Sur le plan stratégique, l'Arctique est extrêmement important pour la Russie et ses rivaux. La force de dissuasion nucléaire de la Russie est liée à ses sous-marins nucléaires, et ses plus grosses bases sous-marines se trouvent le long de sa côte arctique. Avec ces récentes activités, des craintes d'une nouvelle « guerre froide » dans la région sont apparues. Depuis que la Russie a annexé la péninsule de Crimée en 2014, ses relations avec l'Otan sont particulièrement tendues. En mars 2019, la Russie a annoncé qu'elle renforcerait ses exigences envers les navires étrangers empruntant la route maritime du Nord. Et la navigation russe le long de la route maritime du Nord devrait s'intensifier. Dans le cadre du plan de quinze ans annoncé en décembre 2019, la Russie